



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2421
26 décembre 2014
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller



Il faut libérer la société de la dictature patronale

Cuba/USA

**Cuba n'a pas
plié devant
l'impérialisme**

page 8

Russie

**Menace de
krach... et de
crise sociale?**

page 6

Retraites

**En retard
pour manque
de personnel**

page 9

Oui, il faut libérer la société... de la dictature patronale !

Les fêtes n'empêchent pas le gouvernement, ses ministres et le patronat de réfléchir à leurs projets. Dernier exemple, le ministre du Travail Rebsamen a déclaré: «*S'il faut allonger la durée de cotisation pour accéder à une retraite à taux plein, eh bien nous le ferons.*»

Ce ministre se spécialise dans le lancement de ce genre d'idées. Comme il y a quelque temps, lorsqu'il a proposé de renforcer les contrôles sur les chômeurs, il dit tout haut ce que le gouvernement pense tout bas. Celui-ci a démenti qu'une nouvelle mesure sur les retraites soit envisagée, mais qui peut se fier à sa parole ?

Dès maintenant, beaucoup ne peuvent plus espérer avoir une retraite à taux plein sans devoir travailler bien au-delà de 62 ans. L'âge de départ effectif va encore augmenter, du fait de l'augmentation de la durée de cotisation exigée. Déjà de plus de 41 ans, elle doit arriver à 43 ans. Ce que le ministre a rappelé, c'est que cette durée pourrait augmenter encore plus, sous prétexte de déséquilibre financier des caisses de retraite. Cela est prévu dans les réformes des retraites de Sarkozy et de Hollande.

Qui se rappelle encore que le candidat Hollande avait parlé de ramener l'âge de la retraite à 60 ans ? Non seulement son gouvernement ne l'a pas fait, mais il pourrait reculer encore cet âge, car c'est ce que demande le patronat, et Valls et Hollande ne lui refusent rien. Toute leur politique le montre.

Ainsi au 1^{er} janvier, le smic n'augmentera que de huit pauvres centimes sur son taux horaire, soit 12 euros brut par mois et à peine plus de 8 euros net. Rattraper un peu le retard des bas salaires, cela aurait fait protester les patrons, et ce gouvernement ne le veut pas. Au contraire, sa nouvelle loi veut répondre à tous leurs désirs.

Avec la loi du ministre Macron, les travailleurs n'auront pratiquement plus de recours contre les plans de licenciements collectifs. Le patronat aura encore plus de facilités pour modifier les horaires de travail, rendre les salariés «flexibles» et les plier à sa volonté. Dans le commerce, il pourra les faire travailler le dimanche, selon un «volontariat» qu'il leur sera difficile de refuser.

Le prétexte est toujours de relancer l'économie et de faire

reculer le chômage. Cela ne le fera pas plus reculer que toutes les autres lois adoptées sous le même prétexte et qui, elles aussi, visaient à satisfaire les demandes du patronat.

Celui-ci a bien compris que, pour être exaucé, il lui suffit de demander. Les dizaines de milliards qui lui sont promis par le Pacte de responsabilité ne lui suffisent pas, et peu lui importe que pour le financer la population doive subir les mesures d'austérité pesant sur les écoles, les hôpitaux, les transports publics. Le Medef annonce qu'il va passer à l'action avec le mot d'ordre «Libérons l'entreprise».

Eh oui, les patrons veulent se sentir «libres» ! Pour eux, toute obligation envers la société ou envers leurs travailleurs est une contrainte inacceptable. Payer des impôts, des cotisations sociales, respecter la sécurité du travail, assurer la retraite des salariés qu'ils ont exploités toute leur vie, remplir des formulaires sur la pénibilité à laquelle ils les soumettent, tout cela selon eux serait insupportable. Ils proclament que c'est l'entreprise qui crée de la richesse... à condition qu'on les laisse faire ce qu'ils veulent.

C'est vrai, la richesse est créée dans les entreprises. Mais, au sein de celles-ci, ce ne sont pas les patrons qui la créent, ce sont les salariés par leur travail. Les patrons en revanche s'arrogent le droit de s'en approprier une grande partie sous forme de profits. Cela s'appelle l'exploitation des travailleurs, et ils voudraient naturellement l'augmenter, se débarrasser de toutes les lois et règlements qui peuvent la limiter. Et, plus ils sentent que le gouvernement est prêt à les écouter, plus ils se font exigeants.

L'injustice et la servilité de ce gouvernement, à plat ventre devant le patronat, sont méprisables. Il serait vain d'attendre de lui qu'il se soucie des intérêts des travailleurs. Au moment où le système capitaliste en crise ramène toute la société en arrière et l'enfonce dans la pauvreté, il faut que les travailleurs utilisent toute la force dont ils disposent et se préparent à mettre fin à ce système.

Cela commence par se mobiliser pour imposer leurs propres exigences. Les travailleurs en ont le droit et le devoir, car ce sont eux qui créent les richesses. Et, comme le disait le révolutionnaire du 19^e siècle Auguste Blanqui, «*qui fait la soupe doit la manger*» !

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		ENTREPRISES		DANS LE MONDE	
CAC 40	3	La dette de l'État	12	Hôpitaux de Paris	10
Grève des médecins	3	Assurances :		Toyota	
SMIC	3	poudre aux yeux	12	Onnaing-Valenciennes	11
Cancers d'origine professionnelle	4	Grève à la tour Eiffel	9	DCNS - Lorient	11
Center Parc - Roybon-Isère	4	Valls à Gad-Josselin	9	Russie	6
Éducateurs du Maine-et-Loire	4	Marine Harvest		Kazakhstan	6
Economies en Haute-Vienne	4	Châteaugiron	9	Nigéria	6
Mur de la honte à Calais	5	Géant Casino - Pontarlier	9	Tunisie	7
Autoroutes	5	Astuce beauté à la SNCF	9	Pakistan	7
Gaz et carburants	5	Ascenseurs Angers	10	Bangladesh	7
Noël pour les patrons	5	Polyclinique de Limoges	10	Grande-Bretagne	7
Retraites en retard	9	Hôpital		Cuba	8
		Saint-Nicolas-de-Port	10		

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

CAC 40 : milliards pour les actionnaires, rien pour les travailleurs

Les entreprises du CAC 40 devraient verser près de 40 milliards de dividendes à leurs actionnaires l'an prochain, au titre de l'exercice 2014.

Cela constituerait une baisse par rapport à l'année précédente, mais de seulement 0,8 %. Il n'y a pas là de quoi mettre les actionnaires sur la paille, d'autant que cette légère baisse ne concerne que quelques entreprises. Pour 26 groupes vedettes du CAC 40, principalement des banques européennes mais aussi les traditionnels gros payeurs comme Total, les dividendes versés seront au contraire en très forte augmentation.

En 2014, 49,3 % des bénéfices ont été distribués en

dividendes, un pourcentage un peu inférieur aux 54 % de l'année 2013. Depuis au moins dix ans, toujours pour les seuls groupes du CAC 40, ce sont toujours 40 à 58 % des bénéfices qui ont été distribués. Cela n'empêche pas les patrons de prétendre qu'ils n'ont d'argent ni pour les créations d'emplois ni pour les augmentations de salaire, et d'exiger – et d'obtenir – du gouvernement des milliards de cadeaux.

Une bonne moitié de la richesse produite par ces entreprises vient donc

grossir les poches déjà bien pleines des actionnaires, mais le reste n'est utilisé que très partiellement pour les investissements. Selon l'agence Moody's, les groupes européens étaient assis en juin 2014 sur 1 006 milliards de dollars de liquidités, 40 % de plus qu'en 2008-2009. Mais, comme elle l'explique, depuis la crise de 2008 ces groupes ont très peu utilisé cet argent pour investir, mais « ont travaillé à réduire leurs recours aux banques, à refinancer leur dette et à se protéger contre les turbulences des marchés ». Autrement dit, ils gardent leur magot et cherchent même à le faire

grossir en spéculant.

Les capitalistes accaparent les richesses produites par le travail humain, sans que cela serve

en quoi que ce soit à la société. Il est décidément plus qu'urgent d'empêcher ces parasites de nuire.

Aline Rétesse

Les CAC 40-voleurs



Grève des médecins : un système de santé en crise

Les médecins généralistes libéraux, d'un côté, les médecins urgentistes, de l'autre, ont prévu des grèves durant les fêtes, pour des raisons différentes, voire opposées.

Les médecins libéraux protestent contre le projet de loi santé de Marisol Touraine, et tout particulièrement contre la généralisation du tiers payant que le candidat Hollande avait promise. Cette mesure permettrait aux patients de ne plus avoir à payer la consultation au médecin et faciliterait donc l'accès aux soins de tous ceux qui n'ont pas les moyens de faire l'avance. Mais, majoritairement, les médecins généralistes s'y refusent, craignant des retards de paiement par la Sécurité sociale et les mutuelles et

aussi un supplément de travail administratif.

Le gouvernement prend ainsi la posture – qui lui est familière – de celui qui souhaite des réformes « de gauche » mais en est empêché par des catégories de la petite bourgeoisie. De surcroît, il tente ainsi de gommer ses responsabilités dans la désorganisation croissante du système de santé et de la médecine de ville.

Celle-ci se manifeste particulièrement dans les services d'urgences pour qui justement, depuis des années, les fêtes de fin

d'année sont une période particulièrement dure. De nombreux médecins de ville partent en vacances sans se faire remplacer et les urgences sont alors le seul recours pour les malades, simplement pour voir un médecin. La grève des médecins libéraux va aggraver cette situation en multipliant le nombre des cabinets fermés.

L'association des médecins urgentistes a appelé à une grève, dénonçant des horaires de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures par semaine et réclamant des augmentations de primes de nuit. Comme le dit leur porte-parole, ils ne demandent vraiment pas la lune. Des discussions devraient maintenant s'engager, mais il est clair que,

même s'ils obtenaient satisfaction, cela ne résoudrait pas le problème du débordement chronique des services d'urgences.

Le système de santé fonctionne de plus en plus mal. En France, on ne forme pas assez de médecins depuis les années 1970 et il en manque maintenant aussi bien en ville qu'à l'hôpital. La politique d'économies voulue par tous les gouvernements successifs a entraîné la fermeture de nombreuses structures de santé : maternités, urgences, hôpitaux... Pour se faire soigner, les patients font maintenant la queue partout ou payent de plus en plus cher.

La loi de Marisol Touraine ne changera pas grand-chose et ne répond

en rien à cette situation. À propos des grèves de médecins, la ministre a déclaré que « tout a été fait pour que les patients puissent trouver un médecin aussi bien en ville qu'à l'hôpital », et conseille ensuite de regarder Internet et d'appeler le 15. Cela sonne comme une mauvaise plaisanterie. Tout semble fait pour qu'il y ait des drames durant cette période des fêtes. Aux urgences, les médecins tenteront d'y faire face, même avec les moyens beaucoup trop limités dont ils disposent. Mais la responsabilité de cette situation incombera entièrement à ceux qui, à droite comme à gauche, ont mené le système de santé au bord de l'explosion.

Jean Pollus

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Smic : une hausse encore une fois minimum

Au 1^{er} janvier prochain, l'augmentation du smic sera de 0,8 %, faisant passer le taux horaire de 9,53 à 9,61 euros brut. Le salaire net mensuel s'élèvera à 1 136,72 euros, contre 1 128,70 euros, une hausse de 8 euros.

Ce chiffre de 0,8 %, ne correspond qu'à la revalorisation minimum annuelle, sans aucun coup de pouce. Les ministres des Finances, Michel Sapin, et du travail, Rebsamen, y sont allés de leur couplet sur l'objectif prioritaire qui serait l'emploi et l'investissement.

Cela n'est pas une

surprise car le seul coup de pouce accordé remonte au 1^{er} juillet 2012, au lendemain de l'élection de François Hollande. Il s'était limité à quelques euros de plus par mois. Pas de quoi ruiner le patronat ! Au-delà du smic, ce sont tous les travailleurs qui sont victimes de l'austérité salariale et, au fil du temps, la perte de pouvoir d'achat devient importante.

Mais quel salarié peut encore attendre de ce gouvernement un geste en faveur du monde du travail ?

David Marcil

LEUR SOCIÉTÉ

Cancers d'origine professionnelle : les profits avant la santé

Un récent colloque vient de faire le point sur les cas de tumeurs dont la cause est l'exposition professionnelle à des substances cancéreuses. La situation est alarmante pour des millions de salariés exposés.

Officiellement, si l'on s'en tient aux cas reconnus en maladie professionnelle par les organismes de la Sécurité sociale, ils sont au nombre d'environ 1 700 par an en France. Ce chiffre est déjà considérable, mais il est bien inférieur aux 4 800 à 9 500 cas de cancers qui auraient dû être reconnus en 2012 comme attribuables à des expositions professionnelles, selon la responsable du département santé-travail de l'Institut de veille sanitaire.

On sait bien sûr que l'amiante en est une cause majeure. Mais la silice, le benzène, le ciment, le trichloréthylène, les vapeurs de diesel, les huiles de machines sont cancérogènes, ainsi que bien d'autres facteurs comme le travail de nuit. En 2010, il a été estimé que 10 % des salariés du privé – plus de deux millions de travailleurs – étaient

exposés à de tels risques cancérogènes. Ce chiffre est en légère diminution comparé à 2003, mais « cela est davantage dû à la mutation du tissu industriel qu'aux progrès de la prévention », selon le spécialiste des risques chimiques de l'Institut national de recherche et de sécurité.

Le patronat continue donc à bâtir ses profits au mépris de la santé de ses salariés. D'autant plus que la sous-déclaration des cancers professionnels permet aux grandes entreprises d'abaisser leurs cotisations sociales calculées en fonction des risques qu'elles génèrent.

Karl Marx écrivait déjà il y a un siècle et demi dans *Le Capital* que la société bourgeoise « dégoulinait de sang par tous ses pores ». C'est toujours vrai.

Lucien Déroit

Roybon (Isère) : pour le Center Parc l'argent coule à flots

Au cœur de la forêt de Chambaran, le projet du groupe Pierre & Vacances, sur la commune de Roybon en Isère, prévoit la construction d'un millier de cottages avec bulle tropicale sur 200 hectares, dont une grande partie est classée en zone humide. Depuis des mois, une bataille se livre entre les promoteurs, des élus et des associations qui contestent l'utilité du projet et défendent l'environnement.

Suite aux derniers recours déposés à l'encontre de ce projet controversé, la justice devrait trancher prochainement sur le sort du chantier. En attendant, le chantier est bloqué depuis début décembre par des militants « zadistes » (de ZAD, zone à défendre), avec le soutien d'une partie des habitants de la région.

Du côté des défenseurs du Center Parc, on trouve aussi des résidents qui espèrent des emplois et des retombées pour les communes environnantes. Mais on entend surtout des patrons et des élus, comme l'ex-président du conseil général de l'Isère, André Vallini, devenu secrétaire d'État chargé de la Réforme territoriale, et qui depuis le début est un ardent défenseur du Center Parc.

En effet, sous prétexte de créations d'emplois, les élus socialistes et de droite des conseils général et régional, en passant par ceux de la communauté de communes des Chambarans et le

syndicat des eaux de la Gaule, tous ont su se montrer généreux avec l'argent public envers le groupe Pierre & Vacances. Le terrain a été vendu au rabais par la mairie de Roybon et cette commune, déjà très endettée, devrait payer le contournement routier estimé à 4 millions d'euros ! Les « investisseurs », ceux qui achèteront des cottages pour les louer aux vacanciers, bénéficieront de niches fiscales et d'une TVA remboursée.

Les opposants au projet estiment le total des aides directes et indirectes à 114 millions d'euros. Chaque emploi créé (à supposer que les 468 équivalents temps-plein prévus voient le jour) coûtera 243 000 euros de fonds publics, soit près de dix ans d'un salaire moyen ! On peut alors poser la question : combien de budgets et d'emplois publics devront disparaître pour arroser Pierre & Vacances et tous ceux qui ont des intérêts dans ce projet ?

Correspondant LO



Maine-et-Loire : les éducateurs refusent de faire les frais de la crise...

Pour économiser un million d'euros en 2015 et deux millions en 2016, le conseil général du Maine-et-Loire, présidé par l'UMP, vient d'annoncer qu'il comptait couper les vivres à l'Asea (Association de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence). La prévention spécialisée est visée, avec 27 éducateurs de rue qui se retrouveraient... à la rue.

Ceux-ci interviennent depuis quarante ans à Angers, Cholet, Saumur et Trélazé. Et il est évident que les besoins d'aides n'ont pas diminué au fil des années : en 2013, près de 1 800 personnes ont eu recours à ces structures et ont bénéficié de leur présence.

Le 8 décembre, à l'appel de l'intersyndicale, une première manifestation a réuni près de

300 personnes devant le conseil général, qui a confirmé sa position. Jeudi 18 décembre, venus en trois cortèges de trois quartiers d'Angers, 400 manifestants ont piqué-niqué devant la préfecture et ont rassemblé aussi bien leurs camarades salariés au conseil général, les éducateurs de l'Asea et des jeunes solidaires de leurs « éducés ». L'après-midi, tout le monde a crié

ensemble sa colère dans les rues du centre-ville.

Les finances du conseil général sont dans le rouge, suite à la crise bancaire, à la hausse du chômage, à la politique du gouvernement qui baisse les dotations de l'État, etc. Mais les travailleurs du social ne sont pas responsables de cette situation. Le Conseil général demande aux quatre villes concernées de se débrouiller avec le problème, mais si les élus se rejettent la « patate chaude », les opposants à cette mesure d'austérité n'entendent pas en rester là. Lors du vote du budget 2015 du conseil général, une nouvelle grève est prévue.

Correspondant LO

Haute-Vienne : des économies sur le dos des plus fragiles

En octobre, le conseil général de Haute-Vienne présidé par la socialiste Françoise Pérol-Dumont a voté en commission permanente des restrictions à l'accès au contrat « jeune majeur » pour les jeunes mineurs placés en famille d'accueil ou relevant de l'Aide sociale à l'enfance (ASE).

Cela reviendra, pour les jeunes qui ne pourront justifier d'au moins trois ans de prise en charge par l'ASE, à ce que tout s'arrête le jour de leurs 18 ans, à ce qu'ils quittent leur famille d'accueil ou foyer et se débrouillent tout seuls.

Depuis plus de deux semaines, les travailleurs sociaux du département multiplient les actions, par la grève, les manifestations et rassemblements devant le

conseil général et une pétition pour demander l'abrogation de cette décision.

La présidente du conseil général a justifié ces choix par le fait que la demande augmenterait. Elle a montré toute son arrogance face aux manifestants en déclarant : « Dans une collectivité territoriale, ce sont les élus qui décident, non pas les travailleurs sociaux ou les agents quels qu'ils soient. » Pour elle, « il est normal

de regarder les choses d'un peu plus près, sous peine de faire le jeu du Front national qui dénonce l'assistanat à chaque occasion ». Et d'ajouter que « des jeunes qui prétendent au contrat jeune majeur, alors qu'ils sont arrivés le mois dernier du Congo ou d'autres pays, feront l'objet d'une enquête ».

Ces élus socialistes montrent qu'ils sont dans la droite ligne du gouvernement Hollande et sont prêts, à leur niveau, à faire les économies nécessaires pour continuer la politique d'aides de toutes sortes au grand patronat, quitte à s'en prendre encore aux plus fragiles.

Correspondant LO



Calais : manifestation contre le « mur de la honte »

Judi 18 décembre, « journée internationale des migrants », Emmaüs et l'Organisation pour une citoyenneté universelle ont appelé à manifester à Calais. Il s'agissait d'interpeller les pouvoirs publics sur l'accueil indigne des migrants qui tentent de passer en Angleterre et se retrouvent bloqués et traqués dans la ville.

Un millier de personnes ont défilé, associatifs aidant les migrants, migrants, chômeurs et sans-abri, habitants et militants politiques de Calais. Les bénévoles d'Emmaüs, venus de diverses régions du pays, constituaient l'essentiel du cortège, scandant les slogans et arborant des pancartes : « Nous sommes tous des enfants d'immigrés », « Liberté de migrer », « La frontière tue », « Non au mur de la honte ». Ce mur dont les manifestants demandent le démantèlement est un nouveau mur de barbelés en cours d'érection, censé empêcher les migrants de s'introduire dans la zone portuaire. Il est financé par la Grande-Bretagne dans le cadre d'un accord franco-anglais.

Les prises de parole des associations organisatrices ont rappelé les conditions dramatiques de survie des exilés – centre de mineurs complets, structure de soins débordée, quasiment pas de points d'eau, de WC ni de douches depuis septembre – et elles ont mis en cause les mesures prévues par les autorités. Les nouvelles destructions de squats, la multiplication de caméras de surveillance, le renforcement de la police et l'ouverture d'un centre d'hébergement de jour pour 400 personnes seulement, alors que les exilés sont près de 2 000 dans la ville, ne feront qu'aggraver leur sort.

Le président d'Emmaüs France a dénoncé le fait que les 15 millions d'euros que coûtera ce mur permettraient de construire des maisons d'accueil des migrants à taille humaine. Le Gisti (Groupe d'information

et de soutien des immigrés) a mis en accusation « un monde où les marchandises et les capitaux peuvent circuler librement, mais pas les hommes ». Parmi les personnalités présentes, l'humoriste Guy Bedos a pointé du doigt « la politique d'un gouvernement qui ose encore se dire socialiste » et a affirmé : « Nous sommes ici pour déclarer illégal le fait de considérer des êtres humains illégaux. »

Cette manifestation affirmait haut et clair qu'il est ignoble d'opposer la misère des pauvres en France à la misère des réfugiés, comme tentent de le faire l'extrême droite, du Front national au groupuscule néo-nazi Sauvons Calais qui ont récemment paradé dans Calais.

Mais les préjugés qui stigmatisent les migrants sont également entretenus par la maire et sénatrice UMP Natacha Bouchard. Tout en affirmant vouloir accueillir dignement les migrants, elle a finalement obtenu du Sénat, le 14 décembre dernier, l'adoption de son projet de loi facilitant l'expulsion des squatters. Et cela au moment où la justice a tranché sur le sort du squat Vandamme de Calais, une usine désaffectée qui abrite plus de 300 réfugiés : la trêve hivernale relative aux expulsions de logements ne leur sera pas appliquée.

Quant au gouvernement socialiste, ses discours sur la fraternité envers les immigrés masquent mal sa politique de répression à leur égard, et la multiplication de lois à leur contre montre bien toute son hypocrisie.

Correspondant LO

Autoroutes : nationalisation sans rachat ni indemnités !

Faut-il renationaliser les autoroutes, afin que la manne financière provenant du racket des automobilistes aide à boucher le trou des caisses de l'État ? Partisans et opposants à cette idée s'affrontent actuellement, y compris au sein d'une même tendance ou d'un même parti. Mais à gauche comme à droite, qu'ils se déclarent pour ou contre la renationalisation des autoroutes, tous ne l'envisagent que par le rachat par l'État des concessions que se partagent les trois grands groupes : Vinci, Eiffage et Albertis.

L'argument des opposants se résume au fait

que, si l'État dénonce les contrats qui le lient à ces sociétés, il devrait leur verser une indemnité de 40 milliards d'euros. Ainsi, alors qu'en 2006 l'État avait touché 14,8 milliards d'euros en cédant ces concessions, il devrait maintenant déboursier près de trois fois cette somme pour les racheter. Cela montre au moins combien la gestion des autoroutes est profitable, ce que confirme le taux des bénéfices, qui varie de 20 à 24 %. En huit ans, les groupes concessionnaires ont amassé des milliards pris dans les poches des automobilistes. Et il faudrait encore les dédommager ?

Mais surtout, pourquoi le gouvernement devrait-il se sentir lié par cette clause du contrat ? Les grands patrons s'assoient régulièrement sur leurs engagements. Ils s'engagent à créer des emplois en contrepartie des milliards que l'État leur verse, et bien évidemment ne les créent pas.

Alors, renationaliser les autoroutes, pourquoi pas, mais sans rachat ni indemnités compensatoires. Ces sangsues que sont les sociétés gestionnaires se sont assez gorgées de milliards pendant des années, grâce à des concessions qui leur ont été cédées à prix d'ami.

Marianne Lamiral

Gaz et carburants : baisse des cours, hausse des taxes

Les prix des carburants et celui du gaz ont baissé. Les usagers y trouvent leur compte mais l'État aussi : il espère que cela fera passer en douceur la hausse des taxes sur ces produits prévue pour le 1^{er} janvier 2015.

Avec la chute des cours du pétrole brut, le litre de gazole a perdu 21 centimes en un an, soit une économie de près de 10 euros par plein. L'essence sans plomb a suivi la même pente. Mais la hausse des taxes va augmenter les prix : la taxe

carbone, baptisée contribution climat-énergie, ajoutera à tous les carburants deux centimes par litre hors TVA soit 2,4 centimes TTC. Le litre de gazole verra en plus augmenter la taxe intérieure de consommation (TICPE) de 2 centimes par litre hors TVA, pour compenser le manque à gagner dû au recul du gouvernement sur l'écotaxe.

Pour le gaz, même scénario : les tarifs réglementés, qui jouent les montages russes, ont baissé

en décembre de 0,79 % en moyenne après deux mois de fortes hausses. Au 1^{er} janvier, la hausse de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) entraînera une augmentation du prix de 1,8 %.

Autrement dit, les consommateurs auront eu un mois pour profiter à plein des tarifs les plus bas ; fin décembre, ils devront cesser de croire au père Noël...

Sylvie Maréchal

Cadeaux de Noël : pour les patrons, il n'y a plus de saison

Les économistes de l'Insee ont calculé que les baisses de charges en faveur des entreprises, au titre du CICE et du Pacte de responsabilité, entraîneront la création de 80 000 emplois en 2015. Un chiffre ridicule, alors que le nombre de chômeurs a augmenté d'environ 275 000 pour la seule année 2014.

Est-ce que ces emplois seront des CDI ? En tout cas, on sait qu'actuellement plus de 80 % des embauches se font en CDD, intérim et autres contrats précaires. Et même si ces emplois se matérialisent vraiment, il n'est pas sûr qu'ils fassent baisser le chômage, car des emplois publics seront détruits au nom des économies pour financer ces aides aux entreprises.

En effet, et c'est proprement scandaleux, l'État va ainsi se priver de 21,6 milliards d'euros de recettes l'an prochain. Cela mettra le « coût » de l'emploi potentiellement créé à 270 000 euros pièce !

Comme il est peu

probable que les entreprises se mettent à distribuer des salaires de PDG en pagaille, on peut en conclure que les cadeaux de Noël vont être distribués toute l'année au patronat par le gouvernement.

Lucien Déroit



Russie : menace de krach... et de crise sociale ?

La conférence de presse de fin d'année du président russe se veut traditionnellement un discours sur l'état de la Russie. Ce 18 décembre, elle tombait donc on ne peut plus mal, alors que le rouble s'effondre et que certains secteurs de l'économie commencent à en être sérieusement affectés. Sans oublier la population, qui voit fondre son pouvoir d'achat alors que les prix des produits importés explosent.

Depuis janvier, bien que les autorités répètent qu'il n'y a aucune raison sérieuse à cela, le rouble a perdu 45% de sa valeur face au dollar. La banque centrale a dilapidé le tiers de ses réserves de change pour essayer de le stabiliser, puis elle a cessé d'intervenir, espérant que la monnaie finirait par s'arrêter de chuter. Rien n'y a fait.

L'étiquetage en dollars réapparaît: c'est plus simple pour le commerçant que de changer chaque jour des prix libellés en roubles à mesure que la monnaie se déprécie. Prétendant vouloir «ré-examiner leurs prix», Audi, GM, Jaguar, Renault-Nissan, Apple, Ikea ont suspendu tout ou partie de leurs activités commerciales. Seat, lui,

a plié bagage. La fuite des capitaux s'emballa, les riches sortant encore plus vite que d'habitude tout ce sur quoi ils ont fait main basse pour le placer à l'étranger.

Des entreprises, qui ont pris des crédits en devises, n'ont parfois plus les moyens de rembourser des banques, notamment françaises et allemandes, qui se placent en tête de ce type de financements. Et ce ne sont pas les banques russes qui prendront le relais: elles manquent de fonds, surtout depuis que les sanctions occidentales contre le Kremlin, accusé d'attiser la guerre en Ukraine, leur interdisent de se financer sur les marchés internationaux.

Juste quinze ans après

son accession aux commandes du pays, dans la foulée du krach de 1998 qui l'avait mis à genoux, Poutine se retrouve face à un mélange d'inflation et de récession profonde qui pourrait rappeler la situation de l'époque. Or Poutine se présente comme l'homme qui a tiré la Russie de son abaissement d'alors avec ses méthodes musclées. C'est cela dont il se sert pour se donner une image de chef et de sauveur.

Durant sa conférence de presse, Poutine s'est voulu rassurant pour ceux dont il sert les intérêts, et d'abord les plus riches d'entre eux, les oligarques, en leur promettant qu'il n'y aurait pas de contrôle des mouvements de capitaux. Ces propos voulaient également dissuader les hommes d'affaires occidentaux de quitter un navire russe qui tanguait dangereusement.

Quant à s'adresser à la population laborieuse, Poutine s'est présenté en défenseur «des travailleurs» russes

face à des couches de la population mieux loties, et il a affirmé que, d'ici deux ans au plus, le pays aurait surmonté l'épreuve. Les travailleurs sont donc priés de prendre leur mal en patience. Et puis Poutine a décrit cette crise comme résultant d'un complot étranger destiné à affaiblir la Russie. Mais, vieille rengaine, Poutine est là, et il faudrait lui faire confiance...

Le Kremlin, il est vrai, ne peut pas dire autre chose. Son budget? Il ne le maîtrise pas, car ses rentrées en devises dépendent à 80% de ses exportations de gaz et de pétrole. Or les cours mondiaux des hydrocarbures ont baissé d'un tiers en six mois, ce sur quoi le Kremlin n'a aucune prise. Il n'en a pas plus sur la demande d'énergie d'une économie capitaliste mondiale durablement en crise. Quant à l'état du pays, il est le résultat de la politique de ses dirigeants, qui sont à l'image des nantis et des super-riches russes: même quand les revenus du pétrole coulaient à flots,

toutes ces devises n'ont jamais servi à moderniser les infrastructures ni à diversifier l'économie.

Cet argent, les dirigeants-hommes d'affaires du secteur privé ou étatique en ont empoché une grande partie, pour acheter en Occident de l'immobilier de luxe, des clubs sportifs, des yachts, etc. Le reste, l'État l'a dilapidé en dépenses improductives, tels les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, destinés à conforter le prestige international du régime, ou en aventures guerrières comme en Crimée et en Ukraine de l'Est.

Le résultat, on le voit. Et on voit bien que Poutine et ses compères craignent que cet effondrement économique-financier ne débouche sur une crise, sociale celle-là, où les classes laborieuses remettraient en cause le pouvoir de ceux qui les gouvernent et qui les exploitent. Ce serait bien la dernière chose que ces parasites n'auraient pas volée.

Pierre Laffitte

Kazakhstan: trois ans après le massacre des ouvriers du pétrole

«Le Kazakhstan regorge de pétrole, de manganèse, de fer, de chrome ou de charbon», écrivait *Le Monde*, à l'occasion de la visite officielle de François Hollande dans ce vaste pays d'Asie centrale ex-soviétique, les 4 et 5 décembre. On se doutait bien qu'il n'y était pas allé seulement pour se faire photographe avec une chapka sur la tête, mais pour y faciliter les affaires de grands groupes français.

La retenue des médias et des diplomates leur interdisant de signaler si la toque en fourrure offerte au président français sentait le mouton, ils allaient encore moins rappeler que les contrats qu'il a signés sentaient le sang, celui des ouvriers du pétrole sur lesquels les autorités avaient fait tirer à Janaozen, les 16 et 17 décembre 2011. Ils manifestaient alors durant une grève qui réunissait des dizaines de milliers

d'entre eux contre les compagnies pétrolières nationales et étrangères, pour obtenir des augmentations de salaire, l'amélioration de leurs conditions de travail et une convention collective.

Ces deux jours de décembre 2011, il y eut officiellement 15 morts. En fait, la police tua plus de 60 travailleurs et en blessa 400 autres. Elle arrêta 13 militants syndicalistes et ouvriers, que le régime fit condamner à des



Kazakhstan: forage pétrolier de Sibou.

peines de trois à sept ans de prison.

Ces ouvriers qui défendent leurs droits, leurs revendications, dans les conditions dictatoriales de

ce régime, sont les frères de classe des travailleurs d'ici. Contre eux, il y a les forces de répression du clan au pouvoir, celui du président kazakh Nazarbaïev,

qui défend féroce ses propres intérêts et ceux de grands groupes internationaux, comme ceux que représente Hollande.

P.L.

Nigeria: Shell, empoisonneur et menteur

En 2008, deux oléoducs de Shell au Nigeria avaient subi une fuite massive. Le pétrole s'était répandu pendant plus de huit semaines, tuant toute la vie aquatique. Cette pollution avait mis gravement en danger la santé des 70 000 habitants de la ville de Bodo, dans le delta du Niger, l'eau contaminée

contenant une substance hautement cancérigène. Elle a réduit à la misère des familles entières de pêcheurs et d'agriculteurs, les privant de leur principal moyen de subsistance.

Shell a toujours refusé de reconnaître ses responsabilités dans cette pollution. D'abord, il a tardé

à venir réparer la fuite. Ensuite, il a refusé de nettoyer la région. Enfin, il n'a cessé de mentir, minimisant l'ampleur des déversements, estimés par lui à 1 640 barils de pétrole... et à plus de 100 000 barils par Amnesty International! Shell a encore menti sur la cause des fuites, prétendant

qu'elles étaient dues à des «actes de sabotage». Mais l'enquête judiciaire vient de démontrer que les oléoducs de Shell étaient vieux et défectueux, et que la compagnie le savait parfaitement depuis des années.

Shell a été obligé de reconnaître officiellement qu'il avait menti. C'est une

première, paraît-il. Sera-t-il condamné par les tribunaux anglais à verser des indemnités aux habitants de Bodo, dont il a brisé la vie? Amnesty International réclame, à juste titre, que Shell «avoue, paye et nettoie». Cela aussi serait une première!

Julie Lemée

Tunisie : un président venu du passé, une misère bien actuelle

Dès le 21 décembre, soir du deuxième tour de l'élection présidentielle, Béji Caïd Essebsi s'est proclamé vainqueur. Son adversaire, Moncef Marzouki, le président sortant, en a fait autant, avant que les résultats soient annoncés, officiellement tout du moins. Essebsi, avec 1,7 million de voix contre 1,3 à Marzouki, aura semble-t-il bénéficié du rejet d'une partie des électeurs à l'égard d'Ennahda, le parti islamiste présent au pouvoir pendant les années écoulées, qui a soutenu officiellement la candidature de Marzouki.

Essebsi sera donc le président de l'après-transition, si l'on appelle ainsi les quatre années qui se sont déroulées depuis la révolte populaire démarrée à Sidi Bouzid, après l'immolation du vendeur de fruits et légumes Mohamed Bouazizi. Malgré les affirmations du nouveau président, la participation au second tour (59%) a baissé de 15 points par rapport au premier. Plusieurs raisons peuvent être avancées, dont la lassitude des électeurs, qui devaient se déplacer pour la troisième fois en deux mois. D'autre part le choix était limité à deux candidats de centre-droit. L'un, le président sortant, incarnait la troïka au pouvoir depuis trois ans avec participation du parti islamiste Ennahda. L'autre, l'élu, chef du nouveau parti Nidaa Tounes (l'Appel de la Tunisie), n'en est pas moins un vieux routard du pouvoir. Ministre à plusieurs reprises sous Bourguiba, Caïd Essebsi s'était ensuite rallié, après le coup d'État de Ben Ali en 1987, au parti du dictateur, le RCD. Président de la Chambre des députés deux années durant sous la dictature, il a été désigné en février 2011, après la chute de Ben Ali, comme chef du deuxième gouvernement provisoire.

Les travailleurs, les 600 000 chômeurs officiels, les Tunisiens pauvres du Sud et du Centre n'ont pu se sentir représentés ni par l'un ni par l'autre des candidats.

Bangladesh : les irresponsables à l'œuvre

Mardi 9 décembre, dans l'indifférence générale, la plus grande forêt de mangroves du monde, classée par l'Unesco, a été recouverte par une couche de pétrole, dans le delta du Gange, au Bangladesh, qui a détruit toute la faune et la flore, ruinant la vie des 200 000 villageois qui y chassent, y pêchent ou y récoltent du miel.

Le navire échoué circulait dans une zone interdite.

De leur côté, les électeurs d'Hamma Hammami, le candidat du Front populaire, arrivé en troisième position au premier tour avec 8% des voix, ont reçu la consigne de « barrer la route au président sortant », ce qui en clair voulait dire voter pour Caïd Essebsi. En fait, il semblait que, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid par exemple, où le Front populaire avait recueilli de nombreux suffrages aux élections législatives d'octobre, une abstention importante ait été observée.

Comme le disait récemment un manifestant de la région, « bientôt quatre ans, et on n'a rien vu changer ». Dans les régions rurales, le manque d'écoles primaires rend l'accès à l'éducation difficile. Le chômage perdure, la hausse des prix continue (+7,9% en un an pour l'alimentation et l'habillement, +6,1% pour le gaz, l'eau, l'électricité, le logement), alors que le smicard à 319 dinars (140 euros) doit dépenser par mois plus de 10% de sa paye pour sa bague quotidienne.

Il n'est donc pas étonnant que les partis politiques, qui ne représentent en aucune manière les intérêts des travailleurs, n'attirent guère la confiance populaire. Reste heureusement la liberté de parole gagnée au départ de Ben Ali : elle pourrait servir rapidement à contester la politique du « nouveau » président.

Viviane Lafont

Mais la société pétrolière qui l'affrétait, Bangladesh Petroleum Corporation, nie toute responsabilité dans ce drame, acceptant cyniquement de racheter aux villageois le pétrole qu'ils ramassent à mains nues.

Mépris de l'environnement, mais surtout de la vie et du sort de la population. C'est le capitalisme dans ses œuvres !

J. L.

Pakistan : les manœuvres de l'impérialisme et leurs conséquences

Un épisode particulièrement sanglant de la guerre civile pakistanaise a eu lieu le 16 décembre à Peshawar, quand un commando suicide de talibans a attaqué une école fréquentée par des enfants de militaires. Plus de 140 personnes ont trouvé la mort dans cette école, surtout des élèves.

En représailles, le Premier ministre Nawaz Sharif a annoncé le rétablissement de la peine de mort pour terrorisme, et le chef de l'armée s'est empressé de faire exécuter dans la foulée six hommes, détenus depuis longtemps et qui donc n'avaient pas participé à ce massacre. 500 autres condamnés pourraient être exécutés.

L'origine de ces violences remonte aux années 1980, lorsque les services secrets pakistans, avec l'appui des USA, ont commencé à financer les islamistes afghans contre le régime soutenu par l'Union soviétique, tout en leur offrant une base arrière dans les régions pakistanaises dites tribales, frontalières de l'Afghanistan. Le découpage des frontières par les grandes puissances a placé des populations d'ethnie pachtoune de chaque côté de cette frontière. Le mouvement taliban proprement dit

s'est ainsi d'abord développé côté afghan et y a même exercé le pouvoir de 1997 à 2001.

C'est en riposte aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis que l'impérialisme américain a mis fin au pouvoir des talibans en Afghanistan. Les talibans se sont alors réfugiés dans les régions frontalières pachtounes, côté pakistans, où les drones américains les frappent depuis de façon incessante. Ces bombardements provoquent de véritables massacres de villageois. Ils font faire à l'État pakistans le grand écart entre son soutien stratégique aux USA, qui pourtant bombardent son sol, et les populations locales, qui haïssent de plus en plus les États-Unis au point de soutenir les talibans.

Depuis juin dernier il semble que la pression accrue des USA sur l'armée pakistanaise l'ait conduite

à mener une offensive sur les régions tribales, pour réduire autant que faire se peut le parti des talibans pakistans, le TTP. Un millier de talibans seraient morts dans cette offensive. L'attaque de l'école de Peshawar serait une vengeance du TTP, dont les enfants de militaires ont payé le prix.

Toute cette région paye le prix des guerres successives menées et financées par l'impérialisme américain. Celui-ci a d'abord appuyé les combattants islamistes contre l'URSS, avant de se retourner contre eux quand ils ont joué leur propre jeu. Il pousse à présent l'armée pakistanaise à faire la guerre aux talibans.

Depuis dix ans, cette guerre aux frontières du Pakistan et de l'Afghanistan a déjà fait entre 40 et 50 000 morts dans une population prise en otage par des forces locales, nationales et internationales qui lui sont toutes foncièrement hostiles. Elle n'a pas fini de faire les frais des manœuvres de l'impérialisme pour continuer à dominer la région.

Lucien Déroit



Après le massacre des élèves.

Grande-Bretagne : les ravages de la crise

Derrière les discours sur les performances de l'économie en Grande-Bretagne, la réalité est bien moins reluisante.

Un rapport de Trussel Trust, une association de gestion des banques alimentaires du pays, révèle que le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire a décuplé en trois ans, les

demandes passant d'environ 130 000 en 2012 à plus de 900 000 en 2014.

Une ONG britannique a calculé qu'entre 2003 et 2013 le prix de l'électricité a augmenté de 153%, les loyers de 30%.

Le quotidien *The Guardian* expliquait récemment que « les enterrements de pauvres sont de retour ».

Depuis 2010, l'incapacité de payer pour l'inhumation est en hausse de 125%, le prix moyen d'un enterrement étant de 4 500 euros. Des sites proposent même de « faire un cercueil soi-même » et de « creuser soi-même une tombe ».

Édifiant !

B. S.

Vers la fin du blocus américain ? Cuba n'a pas plié devant les États-Unis

Mercredi 17 décembre, le président américain Barack Obama et son homologue cubain Raul Castro ont annoncé simultanément un rapprochement entre leurs pays. Le président américain a avoué que « l'isolement de Cuba n'a pas fonctionné ». En clair, les États-Unis, qui ont cherché depuis cinquante-cinq ans à faire plier le peuple cubain, admettent que la manière forte a échoué.

Cette annonce serait le fruit d'une négociation secrète lancée il y a dix-huit mois. Pour le moment, il s'agit de rétablir les relations diplomatiques. Des prisonniers, qualifiés d'espions des deux côtés, ont été échangés et les ambassades devraient rouvrir leurs portes. Diverses mesures doivent faciliter les échanges. En revanche, l'embargo ne pourra cesser complètement qu'à la suite d'un vote du Congrès américain. Il y a des opposants à ce rapprochement chez les républicains comme chez les démocrates, mais il y a aussi de nombreuses entreprises américaines qui souhaitent tirer profit du marché cubain.

il a été assoupli à partir de 2000. Cela a permis à des multinationales américaines d'établir des échanges avec Cuba. C'est le cas des groupes Cargill et Archer Daniels Midland, exportateurs de blé et de soja, de Tyson Foods et Pilgrim's Pride, fournisseurs de poulet congelé. D'autres veulent en être : Coca-Cola, Pepsi-Cola, les hôtels Marriott, des compagnies de télécommunications, les groupes John Deere et Caterpillar qui vendent des équipements agricoles, mais aussi les multinationales du tabac ou de l'alcool. Ils entendent ainsi contrecarrer les groupes capitalistes chinois, bien présents dans l'île.



Des défenseurs de la baie des Cochons. L'impérialisme américain avait sous-estimé le soutien du peuple cubain au régime castriste.

Après la fin de l'URSS en 1991, les États-Unis durcirent à nouveau l'embargo. L'aide soviétique ayant disparu, l'économie cubaine étant asphyxiée et la population contrainte à subir maintes privations, les États-Unis espérèrent en finir avec Cuba, mais les Cubains tinrent bon. Dans les années 2000, Cuba reçut le soutien du Venezuela de Chavez, qui leur fournit du pétrole et leur permit de rétablir des relations avec toute l'Amérique du Sud. Les choix de Washington sont les seuls responsables de ses mauvaises relations avec Cuba. Cependant, dès 1972, le président républicain Nixon avait repris des relations avec la Chine de Mao. Par la suite ce fut avec le Vietnam. Mais, à 150 km des côtes américaines, Cuba restait une épine dans la sphère d'influence des États-Unis.

Le retour de l'« Amérique aux Américains » ?

Outre la reprise du commerce, des voyages et des échanges, tourner cette page devrait faciliter les relations des États-Unis

avec le reste de l'Amérique latine. Obama a déclaré en espagnol : « *Nous sommes tous Américains* », sa façon d'actualiser la vieille orientation de l'impérialisme US, formulée dès 1823 par le président démocrate Monroe : « *L'Amérique aux Américains* ». Pendant des décennies, conformément à ce principe, les États-Unis sont intervenus, parfois directement et militairement, pour maintenir la mainmise de leurs trusts sur l'Amérique du Sud. Depuis 1901 en effet, la Constitution de Cuba autorisait les États-Unis à y intervenir pour défendre leurs intérêts.

En avril prochain doit se tenir un « sommet des Amériques ». Certains États avaient menacé de ne pas s'y rendre si Cuba n'y était pas invité. Cet obstacle est donc levé. D'autre part les États-Unis, le Mexique et Cuba doivent renégocier leurs frontières maritimes, avec pour enjeu l'exploitation de gisements de pétrole. En affichant la détente vis-à-vis de Cuba, Obama espère un bénéfice immédiat dans ces négociations. Sur le plan intérieur, il pourrait aussi rehausser son crédit

auprès d'une partie des électeurs américains d'origine latino-américaine, qui ont marqué leur défiance lors des dernières élections législatives.

« *Nous veillerons au respect de notre indépendance nationale et de notre autodétermination* », a déclaré Raul Castro. Le fait est que les États-Unis ont échoué dans leurs tentatives d'abattre le régime castriste et doivent le reconnaître. Plus de cinquante ans après, Obama doit en prendre acte. Malheureusement, ceux qui trouveront leur compte dans le rapprochement qui s'amorce risquent d'être d'abord les compagnies américaines. La population, elle, risque d'échanger une situation de pénurie contre le sort des peuples sous le joug de l'impérialisme. Avec le risque sérieux que ce que la révolution castriste a apporté comme progrès à la population cubaine en qualité de vie, notamment des systèmes de santé et éducatif performants, ne soit submergé et disparaisse sous la poussée de l'économie de marché « made in USA ».

Jacques Fontenoy



« La dignité au-dessus de tout. »

L'embargo pour tenter de briser la révolution cubaine

C'est John Kennedy qui renforça en 1962 l'embargo contre Cuba, en réponse à la décision du gouvernement castriste de nationaliser les entreprises américaines. Cette mesure répondait elle-même au refus des États-Unis d'établir des relations diplomatiques et économiques avec le régime issu de la révolution cubaine. Les États-Unis entendaient alors briser tous ceux qui pouvaient remettre en cause leur mainmise sur le continent américain.

S'il n'a jamais cessé, l'embargo américain a connu des variations. Durci dans les années 1990,

La pression des capitalistes américains sur le Congrès pourrait bien l'amener à décider la fin de l'embargo.

Si celui-ci a duré plus d'un demi-siècle, les États-Unis avaient fait bien d'autres tentatives de renverser le régime castriste, dès le lendemain de la révolution cubaine de 1959, embauchant des tueurs de la Mafia pour assassiner Fidel Castro ou appuyant un débarquement d'anticastroistes en 1961. C'est l'intransigeance des États-Unis qui avait conduit les dirigeants castristes à nouer des liens avec l'URSS et à s'afficher « communistes ». Cela déboucha sur l'escalade de la crise des fusées en 1962, qui sembla mettre le monde au seuil d'une troisième guerre mondiale.

Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 164 - décembre 2014

- **Textes du 44^e congrès de Lutte Ouvrière**
 - Le 44^e congrès de Lutte Ouvrière
 - L'économie capitaliste en crise. De nouveaux pas vers le précipice
 - Les relations internationales. La barbarie de l'impérialisme, terreau de toutes les barbaries
 - La situation intérieure

● **Annexe**

Eugene V. Debs : il parlait à la classe ouvrière au nom de la classe ouvrière

Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

Retraites : en retard pour manque de personnel

La presse s'est emparée du scandaleux retard actuel du paiement de leurs pensions aux récents retraités des Caisses Retraite du Régime Général (Carsat) de la région Nord-Picardie et Languedoc-Roussillon. Quatre autres caisses (en région PACA, Auvergne, Bretagne et Midi-Pyrénées) sont elles aussi en grande difficulté. Mais ce n'est ni nouveau ni limité à ces six seules régions.

« Manquez-vous de moyens ? » : le directeur de la CNAV, l'organisme qui chapeaute les Carsat, a répondu avec aplomb à un journaliste qui l'interrogeait à propos de la région Nord-Picardie : « Ça n'est pas le problème. Sinon, toutes les caisses régionales auraient des difficultés ». Mensonge ! Dans l'ensemble des 17 Carsat, le service rendu aux assurés est en train de se dégrader fortement. Et pour cause : entre 2009 et 2017, 1 500 postes, sur un

effectif initial de moins de 15 000 employés de l'Assurance-Vieillesse, auront été supprimés.

La Carsat de la région Aquitaine est classée parmi les onze Carsat qui ne seraient pas en difficulté. Pourtant, depuis des mois, malgré le recours régulier le samedi à des heures supplémentaires, un stock permanent de centaines de dossiers de retraite déjà traités est en attente d'être soumis au contrôle, la dernière étape avant la mise

en paiement.

Comme dans tout le pays, pour récupérer du temps avec un effectif réduit, la direction de la Carsat Aquitaine a entrepris de restreindre les services d'accueil censés aider les assurés à préparer leur dossier. Les heures de réception ont été diminuées. On ne reçoit que sur rendez-vous. Jusqu'aux chaises qui ont été supprimées pour décourager de patienter dans les salles d'attente !

Moins il y a d'accueil physique, plus on incite les assurés à se tourner vers le courrier, le téléphone ou Internet. Le problème, c'est que pour pouvoir répondre autre chose que la formule passe-partout « votre dossier est en cours, nous mettons tout en œuvre... », il faut du temps et donc du

monde. C'est une hypocrisie de faire retomber la responsabilité de la situation sur les futurs retraités qui négligeraient de penser à préparer leur dossier à temps.

De plus en plus souvent, des assurés désemparés manifestent leur mécontentement. En guise de réponse, la direction de la Carsat Aquitaine a demandé aux employés de lui fournir les noms et numéros de téléphone des assurés ayant exprimé leur colère, afin de leur expliquer les règles de « bonne conduite ». On mesure le mépris.

Mayeur, le directeur de la Caisse nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), assure qu'il ne s'agit que d'un mauvais moment à passer et que début 2015

la situation sera rétablie. Ce n'est que paroles ! En 2013 l'amélioration devait être pour 2014. Les délais de traitement des dossiers dépassaient déjà les quatre mois habituels dans plusieurs régions. En fait, les retards de paiement ont été encore plus importants.

Ce scandaleux retard du paiement des pensions n'est pas dû à une incompétence ou à une imprévoyance des directeurs de caisse. C'est la conséquence de leur zèle à faire, à tous les niveaux, les économies que le gouvernement, la Cour des comptes, et derrière eux le patronat, leur demandent. Le résultat est là et sans une réaction forte des employés, des assurés, des travailleurs en général, cette régression n'est pas près de s'arrêter.

Correspondant LO

Boutiques de la tour Eiffel : grève pour 300 euros

Jeudi 18 décembre, après une série de réunions sur les salaires, la grève était décidée par les 50 vendeurs des huit boutiques de la tour Eiffel. Le lendemain, l'ensemble des boutiques restait fermé.

Les grévistes s'indignent des salaires bloqués au smic depuis quatorze ans et du calcul de la prime sur objectifs qui est tel que ceux-ci sont inatteignables. Les conditions de travail sont à l'image du mépris de la direction : sans lieu pour se restaurer, les vendeurs se débrouillent pour manger dans les réserves des boutiques.

Comme l'a dit le représentant de la CGT Commerce : « Les salariés de la tour Eiffel sont l'exemple type des gens qui travaillent en nocturne, sept jours sur sept dont le dimanche, qui n'ont aucune rémunération supplémentaire et ne sont pas volontaires ».

Les grévistes revendiquent 300 euros d'augmentation de salaire et l'accès au restaurant d'entreprise au même tarif que les salariés de la tour. Ces boutiques de souvenirs génèrent 13 millions de chiffre d'affaires et plus

d'un million d'euros de bénéfice par an, une fois déduites les royalties versées à la société concessionnaire de la tour Eiffel. Elles appartiennent au groupe Relay, lui-même propriété du groupe Lagardère. La direction a de quoi largement satisfaire les revendications.

Samedi 20 décembre, le patron de Relay débarquait sur le site et proposait 80 euros brut d'augmentation par mois. Choqués, les grévistes l'interpellaient à leur tour en lui demandant combien il gagnait. Sans surprise, il a refusé de répondre.

Les grévistes, conscients que Relay ne leur fera pas de cadeau, sont déterminés à se faire entendre. Et après plusieurs jours de grève, les encouragements des autres salariés de la tour qui viennent régulièrement aux nouvelles leur donnent le tonus.

Correspondant LO

Marine Harvest – Châteaugiron : la richesse des uns...

L'usine de Marine Harvest (filetage de saumon) de Châteaugiron, près de Rennes, avait fermé en mars 2014. Sur 100 travailleurs, seuls 28 ont retrouvé un CDI aujourd'hui.

Propriété du magnat d'origine norvégienne John Fredriksen, 87^e fortune

mondiale selon Forbes et qui a pris la nationalité chypriote pour des raisons fiscales, Marine Harvest est le principal producteur de saumon au monde.

Le groupe Marine Harvest annonce des profits d'un niveau record au deuxième trimestre de 2014 !

Valls à Gad-Josselin : des licenciements « exemplaires » !

En déplacement en Bretagne, Valls a fait une visite surprise à l'abattoir JPA (Josselin Porcs Abattage, ex-Gad) de Josselin, dans le Morbihan, vendredi 19 décembre. Accueilli par le nouveau PDG, il a osé déclarer que ce qui avait été fait dans cette entreprise était de son point de vue « exemplaire ».

Rappelons les faits. Après la mise en redressement judiciaire de l'entreprise en février 2013, l'un des deux abattoirs de Gad, situé à Lampaul-Guilleville, dans le Finistère, avait fermé en octobre de la même année, avec 890 ouvriers licenciés. Puis ce fut

le tour de l'abattoir de Josselin d'entrer dans la tourmente, en octobre 2014. Il n'a pas fermé, mais a été repris par une filiale du groupe Intermarché, qui n'a gardé que 530 emplois sur 755. Les travailleurs de Gad-Josselin ont dû défiler par ordre alphabétique,

entre des barrières gardées par des agents de sécurité, pour entendre un par un la sentence leur disant s'ils étaient repris ou licenciés.

C'est donc ce plan de reprise que Valls juge « exemplaire », avec ses 225 ouvriers laissés sur le carreau dans une région déjà sinistrée du point de vue de l'emploi industriel, et en plus cette mise en scène cynique et méprisante imposée par le nouveau patron !

Valérie Fontaine

SNCF : les astuces beauté

Si la direction de la SNCF se vante de la modernité des nouvelles tenues proposées à ses agents en contact avec le public, elle ne peut en dire autant du « guide des nouvelles tenues » qui les accompagne, et qui semble, lui, venu d'un autre âge...

Ce guide présente des « astuces pour finir en beauté », avec – comme il se doit ! – une page rose pour les conseils destinés aux femmes, une bleue pour les hommes. Pour les femmes employées à la SNCF, « un maquillage simple

et soigné est fortement recommandé », de même qu'une « touche de blush pour un effet bonne mine » et « du mascara noir pour agrandir le regard ». Elles sont aussi invitées à porter des bijoux... Attention, pas du clinquant ou de la

pacotille, mais « des accessoires discrets et soignés ».

Devant les protestations soulevées par ce guide pour le moins sexiste, la SNCF en a suspendu la diffusion. Et dire que cette entreprise a obtenu il y a quelques mois le label AFNOR « égalité professionnelle », un label qui reconnaît les bonnes pratiques en matière de mixité et d'égalité hommes-femmes !

V. F.

Géant Casino – Pontarlier : une première grève qui fait du bien

Une large partie du personnel du Géant Casino de Pontarlier a fait grève vendredi 19 décembre. Les grévistes protestent contre la dégradation des conditions de travail. La direction

réduit le personnel, en remplaçant par exemple des contrats de 36 heures par des contrats de 20 heures pour la même charge de travail. La prime d'intéressement a disparu et

l'augmentation des salaires n'a été que de 0,7 %.

C'était la première grève pour la plupart de ces travailleurs et elle en appelle d'autres.

Correspondant LO

ThyssenKrupp - Angers : la lutte continue

La direction de ThyssenKrupp ascenseurs avait annoncé jeudi 25 septembre son intention de licencier 258 des 442 salariés de son usine de Saint-Barthélémy. Samedi 13 décembre, les travailleurs de l'usine étaient une fois de plus dans la rue pour affirmer qu'ils n'ont aucune intention de se laisser mettre à la porte.

Depuis l'annonce du PSE (plan de sauvegarde de l'emploi), les salariés n'ont eu de cesse de rappeler que ThyssenKrupp ascenseurs est un groupe qui a de l'argent et que rien ne justifie ces licenciements. Il y a quelques semaines, le journal patronal *Les Échos* tressait des lauriers à ThyssenKrupp, saluant un groupe « qui vient de renouer avec les bénéfices et qui va donc pouvoir reverser des dividendes à ses actionnaires pour la première fois depuis

deux ans ».

Depuis trois mois, les travailleurs se sont fait voir et entendre, devant leur usine et dans les rues d'Angers, diffusant des tracts et faisant signer des pétitions. Fin octobre, ils se sont rendus à Essen en Allemagne, au siège social du groupe, où ils ont retrouvé des salariés allemands de Thyssen, eux aussi en butte à des licenciements. Durant ces trois mois, la production a souvent tourné au ralenti, malgré les pressions de la



direction pour que soient « honorées les commandes des clients ».

Lundi 1^{er} décembre, une centaine d'ouvriers ont investi la salle de réunion où la direction et les représentants syndicaux CGT et CGC se rencontraient, contraignant la direction à accepter dans les négociations cinq délégués en plus, choisis directement par les salariés. Deux journées de grève ont été bien suivies.

Le 10 décembre, la direction a exigé la reprise immédiate de la production à pleine cadence. L'ultimatum

n'a pas plu du tout aux salariés, qui ont de nouveau pris le chemin des bureaux. La direction s'est alors dite prête à discuter du montant de la prime supra-légale qui serait versée aux 258 licenciés, mais a surtout réaffirmé qu'il était urgent que les syndicats avalisent le PSE : elle prétend que, s'il n'y a pas d'accord, la direction allemande prendra la décision de fermer totalement l'usine. Ce chantage vise à rendre responsables des licenciements tous ceux qui veulent s'y opposer.

Dans leur combat, les

salariés de l'usine d'Angers ont tenu à s'adresser à d'autres travailleurs confrontés aux mêmes problèmes qu'eux dans l'agglomération. Lors de la manifestation du samedi 13 décembre, des centaines de salariés ont défilé avec eux pour réaffirmer leur opposition aux licenciements. « Aujourd'hui, il n'y a que des salariés indignés, et non des résignés », disait par exemple l'un d'eux.

Les travailleurs de Thyssen n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Polyclinique de Limoges : rendement ou qualité ?

Depuis la constitution de la polyclinique de Limoges par fusion des trois anciennes cliniques (Colombier, Émailleurs, Chénieux), le personnel constate une dégradation des conditions dans lesquelles sont assurés les soins et les services. La nouvelle polyclinique est possédée à 40% par le groupe Vedici, qui chaque jour montre que, pour lui, il s'agit de faire avant tout des affaires.

Le personnel des sites Émailleurs et Colombier s'est mis en colère et a décidé de débrayer mercredi matin 10 décembre, suivi d'ailleurs par certains salariés de Chénieux. La direction, qui a voulu s'expliquer devant un rassemblement de près de 200 personnes, a surtout dû entendre des infirmières, des aides-soignantes, des brancardiers dire qu'ils refusent les conditions dans lesquelles on voudrait les faire travailler. Une infirmière a interrompu brutalement le discours du directeur : « Non, Monsieur, nous ne produisons pas des soins, nous prodiguons des soins. »

Sommée de s'expliquer sur le million d'euros empoché au titre du CICE pour 2013, la direction prétend avoir réalisé la fusion sans casse et sans licenciement, mais elle n'a pas renouvelé une bonne partie des CDD et a externalisé toute l'activité des ASH à la Sodexo. Sur le terrain, cela se traduit par des suppressions de postes, compensées par de la polyvalence : brancardiers, auxiliaires

de puériculture sont contraints par exemple d'entretenir les locaux, au détriment de leurs propres tâches.

La prétendue « harmonisation salariale » ne se fait pas par le haut mais par le biais d'un blocage des salaires pour les salariés qui avaient obtenu des améliorations par rapport à la convention collective. Mais ce qui révolte le plus le personnel, c'est qu'on leur demande plus de rendement que de qualité. Ils disent ne pas pouvoir apporter autant d'attention aux patients et craignent même que dans l'avenir leur sécurité soit mise en question.

Le lendemain du débrayage, des membres du personnel des trois sites se sont rencontrés sur celui des Émailleurs et, en accord avec les syndicats CGT et FO, une assemblée générale regroupant tous les sites (y compris un quatrième établissement de stérilisation) est prévue pour envisager comment continuer l'action.

Correspondant LO

Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port : les résidents et le personnel maltraités

Alors que deux plaintes ont été déposées par des familles pour maltraitance sur personne vulnérable au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port, en Meurthe-et-Moselle, un syndicat dénonce les conditions de travail dans cet établissement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Chronomètre en main,

le temps de toilette consacré aux résidents y est de 6 minutes 37 secondes ! Il n'y a pas non plus le temps nécessaire pour aider les personnes âgées à prendre correctement leurs repas.

La raison en est qu'il n'y a plus que trois aides-soignantes pour 42 résidents, alors qu'il y en avait huit il y a dix ans. Le personnel est épuisé, les arrêts

maladie ont explosé cette année. Comment travailler dans ces conditions ?

Les vrais responsables de maltraitance ne sont pas les agents, mais ceux qui ont décidé les suppressions de postes et obligent le personnel à faire son travail dans des conditions inhumaines.

Correspondant LO

Hôpitaux de Paris : les étudiants infirmiers en colère

Le jeudi 18 décembre, les étudiants infirmiers se sont retrouvés pour une manifestation en direction du siège de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP), pour protester contre l'augmentation du coût des études en soins infirmiers à laquelle sa direction et le conseil régional d'Île-de-France ont l'intention de procéder.

En 2004, l'État s'était défaussé sur les régions du financement des études des futurs infirmiers. Et en 2012 la région Île-de-France, en accord avec l'AP-HP, a modifié ses critères de financement, aboutissant à la hausse actuelle.

Jusqu'à présent, un étudiant payait 184 euros par an de frais d'inscription, le reste étant pris en charge par la région, mais maintenant il est question de 8 000 euros ! Tous les étudiants ne sont pas concernés par cette augmentation, mais c'est le cas de plusieurs centaines,

qui ont plus de 25 ans et sont sortis du système scolaire depuis un an. De plus, cette réforme devrait être appliquée avec rétroactivité. Ainsi les étudiants aujourd'hui en troisième année, qui ont commencé leurs études à moindres frais, devraient s'acquitter à présent de 24 000 euros de frais de scolarité : ce sont les plus révoltés.

Plus d'un millier d'étudiants se sont donc retrouvés dans une manifestation dynamique, avec banderoles, pancartes et slogans, jusqu'au siège de l'AP-HP où une délégation a été reçue.

Les étudiants sont restés nombreux à attendre son retour. L'AP-HP se serait engagée à étudier les situations au cas par cas...

En tout cas ces étudiants, qui sont les futurs travailleurs des hôpitaux, peuvent déjà se rendre compte de la politique des pouvoirs publics, qui ne leur feront pas de cadeaux. Quand ils intégreront les hôpitaux, ils le feront sans illusions sur la politique d'économies menées, qui rend la vie des travailleurs hospitaliers plus dure. L'expérience sera utile pour les futures luttes à mener contre cette austérité qui ne dit pas son nom.

Les étudiants infirmiers ont raison de s'organiser dès à présent, et la manifestation du jeudi 18 décembre a été une bonne occasion de montrer leur détermination.

Correspondant LO

Toyota Onnaing - Valenciennes : non au blocage des salaires !

La direction de l'usine Toyota Motor Manufacturing France d'Onnaing (TMMF) avait annoncé qu'il n'y aurait pas d'augmentation générale des salaires cette année. Le mécontentement s'est développé, alors qu'il devient de plus en plus difficile de boucler ses fins de mois. Pour justifier cette provocation, la direction invoque des difficultés financières et la nécessité de recapitaliser l'usine sous peine de liquidation judiciaire... alors que le groupe mondial Toyota a réalisé 8,2 milliards de bénéfice net en six mois !

Depuis des années, Toyota Onnaing déclare un déficit de plusieurs dizaines de millions d'euros par an, avec un cumul de plus de 500 millions d'euros. C'est le résultat d'un arrangement financier tout à fait légal, pour ne pas payer d'impôt sur les bénéfices. TMMF vend les voitures fabriquées à Toyota Motor Europe (TME), filiale belge de

Toyota, pour 10 000 euros en moyenne par véhicule. TME les revend ensuite aux concessionnaires Toyota qui, à leur tour, les vendent entre 16 000 et plus de 21 000 euros. Cela permet à Toyota de mettre artificiellement TMMF en déficit et de déclarer les bénéfices en Belgique, où les impôts sont réduits à presque rien pour les multinationales. La loi

française oblige seulement une entreprise qui fait des déficits pendant plusieurs années à se recapitaliser afin d'éviter une liquidation judiciaire.

Beaucoup voient donc venir la direction avec ses gros sabots. Les salariés devraient accepter de faire des sacrifices pour que le groupe Toyota accepte de recapitaliser TMMF à hauteur de 200 ou 300 millions d'euros ! Ce chantage, s'il se met en place, ne sera qu'un vaste et cynique bluff. La réalité est que chacun des 350 000 salariés de Toyota dans le monde produit en moyenne plus de 4 000 euros de bénéfice net par mois ! À comparer à des salaires qui, en France, sont compris pour la grande majorité des salariés de TMMF entre 1 200 euros et 1 700 euros net par mois...

Quand la direction a annoncé qu'il n'y aurait qu'une prime individuelle annuelle comprise entre 0 et 237 euros brut, cela est resté en travers de la gorge des travailleurs de l'usine.

Mi-décembre, la CGT a appelé à des assemblées d'information pendant la pause de 20 minutes, dans chacune des trois équipes. Plus de 700 travailleurs y sont venus, sur un total de 3 100 embauchés en CDI et 900 intérimaires. Pour marquer le coup, à chaque fois, plusieurs dizaines ont continué par un débrayage de 1 h 30. Mercredi 17 décembre, en équipe du matin, 160 travailleurs sur les 350 réunis en assemblée ont voté le débrayage et manifesté dans l'usine.

La direction a joué l'intimidation, l'encadrement est passé voir chaque

ouvrier pour dire qu'il ne fallait pas aller aux assemblées. Mais elle a aussi opéré un petit recul, passant de 0 % d'augmentation générale à 0,2 %, puis 0,3 %. Une misère : à peine 3,6 euros pour 1 200 euros et 5 euros pour 1 500 euros par mois.

Mais cela montre que la direction est consciente du mécontentement. Laisser imposer le gel des salaires, accepter une prime à la tête du client qui n'est rien d'autre qu'une prime de division, ce serait laisser la porte ouverte à d'autres reculs. Ceux qui ont débrayé, comme ceux qui sont seulement venus aux assemblées, sont fiers d'avoir marqué leur opposition à la direction et à ses miettes. Beaucoup pensent qu'en janvier il faudra aller plus loin.

Correspondant LO

DCNS - Lorient : débrayages pour les salaires et l'emploi

La DCNS (Direction des constructions navales-services) a répété pendant six mois que les résultats 2014 ne seraient pas bons. Lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) de fin d'année, elle a froidement d'annoncé 0 % d'augmentation pour 2015. À Lorient, cela a provoqué plusieurs jours de débrayages.

Vendredi 13 décembre, à l'appel de la seule CGT, 200 personnes avaient déjà débrayé avant même l'annonce de DCNS. Dans les secteurs de production, là où les salaires sont les plus bas, beaucoup se sentaient exaspérés par le culot de la

direction. Des travailleurs de la forme de construction des frégates ont alors pris l'initiative de lancer un débrayage pour le lundi matin suivant, sans même attendre un nouvel appel des syndicats. Dans les différents ateliers, la nouvelle

s'est vite propagée et le 15 décembre, avec le soutien de la CGT, à nouveau 200 travailleurs ont débrayé pendant plus de deux heures. Le lendemain, les débrayages ont continué, avec plus de participants.

En plus d'exiger une augmentation des salaires, les travailleurs voulaient dénoncer l'intention de DCNS de sous-traiter entièrement un secteur de production, au lieu d'embaucher. Mercredi 17 décembre, de 10h à 18h30, ils

ont occupé le fond d'un bassin de construction pour empêcher la mise à l'eau d'une frégate qui devait sortir le lendemain.

Des NAO, qui se terminaient le jour même à Paris, il n'est rien sorti. La direction a campé sur ses positions, acceptant seulement de passer l'intéressement de 400 à 750 euros brut. Pour tous ceux qui avaient participé aux débrayages, le compte n'y était pas. Mais en l'absence de mouvement dans les autres sites,

excepté à Ruelle, il semblait difficile de faire bouger DCNS. Il a été convenu de se retrouver après les vacances de fin d'année, afin d'envisager de nouvelles actions pour défendre les embauches et, pourquoi pas, pour rouvrir les NAO.

D'ici là, il faudra faire savoir aux autres sites qu'à Lorient et Ruelle des salariés ont montré la voie, face à une direction qui voudrait continuer tranquillement ses sales coups.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt

personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière à adresser à Lutte Ouvrière, BP233 - 75865 Paris-Cedex 18 ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	18 €	35 €	15 €
Outre-mer avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

« Attention, le tarif des abonnements augmentera le 1^{er} janvier 2015. Pensez à vous abonner d'ici là... »

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les Messageries Lyonnaises de Presse (MLP) - Dépôt légal décembre 2014.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Assurances : pacte de responsabilité et poudre aux yeux

Les employeurs de la branche assurance et les organisations syndicales CFTD, CGC, UNSA, CFTC viennent de signer un des premiers « pactes de responsabilité ».

Les entreprises d'assurances emploient 147 600 salariés environ. Avec les nombreux départs en retraite de ces dernières années les emplois administratifs ont considérablement baissé. Aujourd'hui, elles avancent 38 000 recrutements du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017. Cette annonce est très loin de la vérité.

À AXA, dans les bureaux, nombre d'employés ont réagi vivement : « C'est du baratin », « ces embauches ne compenseront

pas la moitié des départs en retraite », « en réalité depuis des années les effectifs ne font que baisser ».

L'accord prévoit 38 000 recrutements au niveau de la profession en trois ans, mais cela comprend également toutes les créations d'emplois en CDD de plus de trois mois, et inclut, en outre, les recrutements en alternance (les jeunes apprentis). Combien restera-t-il de vraies embauches en CDI après cela ?

En trois ans, les assureurs s'engagent à

augmenter le nombre d'alternants de 10 % par an pour atteindre 5 000 en 2017 au lieu de 3 800 actuellement. À l'issue de leur alternance, seuls 20 % d'entre eux seront embauchés. Pour les recrutements en CDI, 2 400 jeunes seront recrutés d'ici fin 2015. Pour les recrutements de travailleurs handicapés, actuellement d'environ 220 salariés par an, les assureurs augmenteront ce chiffre à 265. Autant dire que les assureurs ne prennent aucun engagement car pendant ces trois ans, le nombre de salariés en CDI partant en retraite sera très important et non compensé par les quelques embauches.

À AXA par exemple,

depuis des années les effectifs diminuent dans les services de gestion, les retraités ne sont pratiquement pas remplacés, ce qui engendre une aggravation des conditions de travail. Au fur et à mesure, de nombreux emplois sont externalisés, l'activité est parfois confiée à des entreprises en France ou à l'étranger où la main-d'œuvre est meilleur marché. La majorité des CDI recrutés sont des salariés commerciaux à qui sont fixés des objectifs difficiles à atteindre et qui se retrouvent rapidement licenciés pour insuffisance de résultats. Ce sont donc des CDI hautement précaires !

Chez Allianz France,

anciennement AGF, où la situation est identique dans les services surchargés ou pour les commerciaux précarisés, l'effectif est descendu de 15 500 à 11 500 entre 2000 et 2013. Dernière nouveauté : les dirigeants viennent d'annoncer un « plan stratégique » avec pour objectif un solde de 900 emplois administratifs supprimés à la fin 2018, et 240 emplois commerciaux à la fin 2016.

Pacte ou pas, les assureurs ne s'engagent qu'à peu de recrutements. Mais pour les embauches, insuffisantes, ils toucheront tout de même les aides prévues par le gouvernement.

Correspondant LO

La dette de l'État : une fuite en avant que les travailleurs n'ont pas à colmater

« La dette à rembourser pour ne pas la laisser à nos petits-enfants » : voilà l'argument que Hollande, Valls et tous les ministres nous assènent pour justifier les sacrifices qu'ils imposent. Mais voilà que l'État s'apprête à emprunter encore 187 milliards d'euros en 2015, « une somme quasiment record sur la décennie, le pic ayant été atteint en 2010 (188 milliards) » commente le journal *Les Échos* !

Cela représente 14 milliards de plus qu'en 2014. Il s'agit de payer

116,5 milliards de dettes qui arrivent à échéance en empruntant à nouveau. Cela s'appelle faire de la cavalerie, une pratique plus que douteuse quand on est un particulier. Et puis il faut emprunter pour payer le déficit budgétaire programmé de 74,4 milliards cette année.

C'est dire que le gouvernement n'a nulle intention de fermer les cordons de la bourse devant les exigences du patronat, entièrement responsable du déficit budgétaire car il reçoit chaque année plus

de 100 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, de dégrèvements fiscaux, de subventions et autres cadeaux.

La dette de l'État ne diminue pas, pour le plus grand bénéfice aussi de ceux qui touchent les quelque 50 milliards d'intérêts qu'il verse chaque année.

Ces emprunts sont contractés dans l'intérêt du patronat, les travailleurs n'en voient jamais la couleur, et ce n'est pas à eux de les rembourser !

Dominique Chablis

Noël de patron, grèves en réaction !

Pour nombre de salariés, Noël signifie heures supplémentaires et cadences aggravées. Mais beaucoup aussi refusent de se laisser faire et ont su mettre à profit la période des fêtes pour se faire entendre.

Lundi 22 décembre, les salariés d'Amazon étaient appelés à la grève pour les salaires et les conditions de travail. Les « pickers », la plupart intérimaires, ceux qui vont chercher les articles dans les rayons des immenses entrepôts, ont des cadences imposées de 50 à 100 produits par heure. Pour ceux qui ne tiennent pas cette cadence, c'est la porte au bout. La direction d'Amazon prétend que la grève n'aura pas de conséquences pour ses profits, car elle a la possibilité, en cas de conflit, d'utiliser ses sites allemands. Oui, mais depuis le 15 décembre, de

nombreux travailleurs d'Amazon en Allemagne sont eux aussi en grève...

Chez Easyjet, on a beau être plus près du ciel, on n'est pas plus proche du père Noël et, en plus des salaires et des conditions de travail low cost, la direction modifie au jour le jour les plannings, ce qui rend impossible toute vie familiale pour les hôtesses et les stewards. Eux aussi devaient donc fêter Noël par la grève.

Certains politiciens, journalistes et autres commentateurs auto-proclamés répètent que la lutte de classe n'existe pas ou qu'elle n'aurait pas lieu d'être. Mais des patrons comme ceux d'Amazon et d'Easyjet la mènent, cette lutte de classe.

Heureusement que les salariés savent se rebiffer.

Serge Fauveau

Fil Rouge

Sarkozy au sommet de son art

À Séoul, en octobre, lors d'une de ses conférences payées à prix d'or qui lui ont déjà rapporté deux millions d'euros, Sarkozy s'est présenté en toute modestie comme le créateur du G20. Abus de langage, puisque ce sommet des vingt plus grandes puissances de la planète avait été créé en 1999 à l'initiative d'un ministre canadien, alors que Sarkozy n'était encore qu'un obscur député du RPR.

Il est vrai qu'en 2009 lors du 20^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, l'ancien président avait déclaré l'avoir fait tomber presque à lui tout seul avec sa pioche et son ami Juppé.

À ce rythme-là, l'actuel président de l'UMP prétendra bientôt avoir inventé la lune, taxé les riches et

augmenté les salaires pendant son séjour à l'Élysée.

Aux morts de 14-18, Dassault reconnaissant

Dassault Aviation va être mécène du Mémorial de Verdun. La première bonne affaire de Marcel Dassault remonte en effet à la Première Guerre mondiale, quand il mit au point une hélice qui permit à l'aviation de prendre sa part dans cette effroyable boucherie. Elle fit plus de 300 000 morts et de 400 000 blessés en dix mois à Verdun, à peu près autant du côté allemand que du côté français.

Dassault doit son envol à la guerre de 14-18, tout comme bien des capitalistes français, notamment Citroën, Peugeot et Renault, dont l'argent a l'odeur des millions de morts de la Grande Guerre.

Le patron du père Noël est une ordure

Avec les fêtes fleurissent un peu partout les pères Noël. Sous l'habit rouge et la barbe blanche, on trouve des jeunes qui galèrent, des retraités sans le sou, contraints d'accepter des contrats de quelques jours, avec des horaires à rallonge, le week-end et en soirée, dehors par tous les temps, payés en général au smic horaire et parfois obligés de se procurer eux-mêmes leur costume. Ainsi la « féerie » de Noël peut continuer, permettant aux Arnault, Pinault et autres propriétaires milliardaires des grands magasins d'arrondir leur fortune.

Il est peut-être difficile d'embaucher des pères Noël en CDI. Mais avec des contrats pareils, ils ne sont pas près de toucher une retraite.

